

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2003 — 1357

[C — 2003/27187]

27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 1^{er} bis, § 3, alinéas 2 à 4, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit

Le Gouvernement wallon,

Vu l'alinéa 4, du § 3 de l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Vu l'accord-cadre du 20 juillet 2000 portant sur les conditions de développement des aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 décembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par les lois des 4 août 1996, 8 septembre 1997 et 25 mai 1999;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement de porter exécution du décret du 25 octobre 2001 modifiant l'article 1^{er} bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Considérant qu'il convient à cet effet d'arrêter les conditions techniques et financières suivant lesquelles le principe d'égalité sera mis en œuvre au bénéfice des personnes visées par les dispositions du décret du 1^{er} avril 1999 rappelées ci-avant,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. Ministre : le Ministre ayant la gestion aéroportuaire dans ses attributions;
2. organisme : la Société wallonne des Aéroports, désignée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2001 relatif à l'exercice de missions déléguées spécifiques confiées à la société spécialisée « Société wallonne des Aéroports », tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 novembre 2002;
3. secteurs statistiques : les secteurs statistiques, également appelés quartiers, tels que délimités par l'Institut national des Statistiques.

Art. 2. Toute personne qui est titulaire d'un droit, réel ou personnel, relatif à un bien immobilier situé à proximité d'un aéroport relevant de la Région wallonne et qui, moyennant la reconnaissance de l'appartenance de ce bien par assimilation à une zone du plan d'exposition au bruit est susceptible de solliciter l'application d'un régime fondé sur l'article 1^{er} bis, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, peut demander le bénéfice de l'application de l'alinéa 2 du même paragraphe.

Art. 3. § 1^{er}. Par application de l'article 1^{er} bis, § 3, alinéa 3, 10^o, de la loi du 18 juillet 1973, la gratuité de la mesure individuelle est accordée au demandeur dans l'hypothèse où la mesure des niveaux de bruit mesurés dans le quartier défini par la portion de secteur statistique dans lequel est situé son immeuble, fait apparaître à quatre reprises au moins, un dépassement du niveau de bruit suivant : 69 dB (A) Ldn si l'immeuble est situé en zone B; 64 dB (A) Ldn si l'immeuble est situé en zone C; 59 dB (A) Ldn si l'immeuble est situé en zone D; 54 dB (A) Ldn si l'immeuble n'est pas situé dans une zone du plan d'exposition au bruit.

§ 2. L'organisme fait procéder, dans l'année de la publication du présent arrêté ou dans l'année de l'entrée en vigueur des arrêtés délimitant les zones du plan d'exposition au bruit lorsque ceux-ci ne sont pas encore entrés en vigueur au jour de la publication du présent arrêté, et conformément au prescrit de l'article 1^{er} bis, § 3, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1973, à un relevé de mesures de niveaux sonores, par quartier défini par les portions de secteurs statistiques compris, selon le plan d'exposition au bruit applicable, entre les courbes isophoniques Ldn 70 dB (A) et 68 dB (A) en zone B, 65 dB (A) et 63 dB (A) en zone C, 60 dB (A) et 58 dB (A) en zone D et enfin, 55 dB (A) et 53 dB (A).

L'organisme fait procéder à un nouveau relevé de mesures à l'expiration de chaque triennat à compter de la date du dernier relevé de mesures effectué dans la zone considérée.

Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé à cette fin en vertu de l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit.

§ 3. Sur base du résultat de ces mesures, l'organisme dresse la liste des lieux et quartiers pour lesquels les relevés de mesures de niveaux sonores indiquent que la prétention de bénéficier de la gratuité de la mesure individuelle prévue au § 3, alinéas 2 et 3, de cette même loi, apparaît *prima facie* fondée.

Cette liste et les relevés de mesures peuvent être consultés auprès de l'organisme.

Art. 4. § 1^{er}. Le demandeur adresse sa demande fondée sur l'article 1^{er} bis, § 3, second alinéa, de la loi du 18 juillet 1973, à l'organisme, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, au moyen d'un formulaire, selon le modèle annexé au présent arrêté.

§ 2. Dans les quinze jours de la date de l'accusé de réception de la demande, l'organisme notifie au demandeur, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, sa décision quant à la recevabilité de la demande d'obtention du bénéfice de l'application de l'article 1^{er} bis, § 3, alinéa 2, de la loi précitée.

Lorsque la demande est recevable, la décision d'acceptation de celle-ci mentionne, sur base des relevés de mesures effectués préalablement par l'organisme et visés à l'article 3 du présent arrêté, si les frais afférents à la procédure de mesure individuelle incombent au Gouvernement ou au contraire, au demandeur lui-même.

§ 3. En l'absence de décision de l'organisme dans le même délai, le demandeur peut introduire le recours prévu à l'article 5.

Art. 5. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Ministre, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception. Ce recours porte uniquement sur la décision d'irrecevabilité de la demande d'obtention du bénéfice de l'application de l'article 1^{er} bis, § 3, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1973, et non sur l'absence de gratuité des frais afférents à la procédure de mesure individuelle.

Le recours est introduit :

- dans les trente jours de la réception de la décision de rejet total ou partiel visée à l'article 4, § 2;
- dans les trente jours de l'expiration du délai prévu à l'article 4, § 2 en l'absence de décision de l'organisme.

§ 2. Dans les trente jours à dater de la réception du recours, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

A défaut, le demandeur peut, dans un délai de quinze jours, par envoi recommandé à la poste, adresser un rappel au Ministre.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque la demande est recevable, l'organisme fait procéder à la mesure individuelle, conformément à l'article 1^{er} bis, § 3, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1973, par l'une des sociétés agréées à cet effet au terme de l'arrêté royal du 2 avril 1974.

Dans l'hypothèse où les frais de la mesure individuelle incombent au Gouvernement, il sera procédé à ladite mesure dans un délai de six mois, à dater de la notification prévue à l'article 4, § 2, du présent arrêté.

§ 2. Si le demandeur ne peut bénéficier de la gratuité de la mesure individuelle, il sera invité à verser à l'organisme l'avance des frais nécessaires à l'exécution de ladite mesure. Il sera procédé à la mesure dans un délai de six mois à dater de la réception, par l'organisme, du paiement de ces frais.

Art. 7. § 1^{er}. Le rapport dont question à l'article 1^{er} bis, § 3, alinéa 3, 6°, de la loi du 18 juillet 1973 à l'issue de la procédure de mesurage des niveaux sonores induits à un immeuble bâti ou non bâti par le trafic aérien civil et commercial en provenance et à destination de l'un des aéroports relevant de la Région wallonne, mentionne les renseignements suivants :

- coordonnées complètes de la société agréée qui a réalisé les mesures de bruit;
- Le cas échéant, copie du certificat d'agrément de cette société, tel que fixé par l'arrêté royal du 2 avril 1974;
- nom et prénom du responsable de la mesure de bruit;
- nom de l'auteur du rapport de mesure;
- dates, heures et durée de la mesure;
- localisation de la mesure (adresse précise);
- photographie du dispositif de mesure;
- descriptif complet de la chaîne de mesure utilisée;
- grandeurs mesurées;
- résultats obtenus. Ces résultats sont présentés sous la forme de tableaux par période de 24 heures consécutives, de 22 h 00 à 22 h 00. Les niveaux sonores mesurés sont mis en rapport avec les plans de vol (CR 1) fournis par l'aéroport. Les événements sonores relatifs au passage des aéronefs sont identifiés à partir de l'évolution temporelle des niveaux sonores élémentaires mesurés chaque seconde $L_{Aeq(1s)}$. Ces événements sonores sont pris en considération dès que le niveau sonore qu'ils engendrent émerge du bruit de fond ambiant et jusqu'à ce qu'il y rentre;
- la valeur de l'indicateur Ldn calculé conformément aux termes du décret de la Région wallonne du 1^{er} avril 1999, sur base de l'identification des passages d'aéronefs par période de 24 heures, de 22 h 00 à 22 h 00, en continu pendant une période d'au moins 14 jours consécutifs d'activité aéroportuaire habituelle, incluant au moins un week-end et sous réserve de suspension en cas de conditions météorologiques défavorables;
- la valeur de l'indicateur Ldn simulée, pour le point de mesure, à l'horizon 2020, suivant les mêmes scénarii que ceux retenus pour la définition des zones du P.E.B.

Art. 8. Dans l'hypothèse où, en vertu de l'article 1^{er} bis, § 3, alinéa 3, 8°, de la loi du 18 juillet 1973, le rapport de mesure indique qu'il y a lieu d'appliquer le second alinéa de l'article précité, le Gouvernement propose au demandeur, en fonction de la zone du plan d'exposition au bruit dans laquelle l'immeuble est réputé compris, l'une des mesures suivantes :

- l'acquisition de gré à gré, par l'organisme, de l'immeuble réputé situé en zone A;
- l'attribution, selon la procédure prévue par le Gouvernement wallon d'une prime de déménagement d'un montant de 3.718, 4 EUR au demandeur titulaire d'un bail de résidence principale portant sur un logement réputé situé en zone A;
- l'octroi, selon la procédure prévue par le Gouvernement wallon d'une indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel induit par la nécessité d'arrêter ou de relocaliser les activités professionnelles exercées, avant le début du développement des activités aéroportuaires, par les personnes dont les locaux professionnels ou commerciaux sont réputés situés en zone A;
- l'octroi, selon la procédure prévue par le Gouvernement wallon d'une aide en vue de favoriser le placement dans les immeubles bâtis réputés situés en zone A de l'aéroport de Charleroi Bruxelles Sud, de dispositifs destinés à réduire le bruit généré par l'activité de l'aéroport, à l'absorber ou à remédier à ses inconvénients;
- l'octroi, selon la procédure prévue par le Gouvernement wallon, laquelle fixe les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne ou selon la procédure à adopter par le Gouvernement wallon en vue d'organiser les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans les zones C et D du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne, d'une aide en vue de favoriser le placement dans les immeubles bâtis réputés situés en zone B, C ou D, de dispositifs destinés à réduire le bruit généré par l'activité de l'aéroport, à l'absorber ou à remédier à ses inconvénients.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur quatre mois à compter :

- du jour de sa publication au *Moniteur belge* pour la zone du plan d'exposition au bruit dans laquelle est situé le demandeur, lorsque la délimitation de cette zone est entrée en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone du plan d'exposition au bruit dans laquelle est situé le demandeur, lorsque cette zone n'a pas encore délimitée au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone D du plan d'exposition au bruit de l'aéroport concerné dans l'hypothèse où le demandeur est situé en dehors de l'une des zones du plan d'exposition au bruit.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Annexe

Formulaire de demande de mesurage des niveaux sonores auxquels est exposé un immeuble sis à proximité d'un aéroport de la Région wallonne

Je soussigné(e),

Monsieur/Madame :

Domicilié(e) : Rue/Avenue/Boulevard (*)

N°

Code postal

Commune

Numéro de téléphone :

Titulaire d'un droit réel ou personnel sur un immeuble situé :

Rue/Avenue/Boulevard (*) n°

Code postal Commune

Numéro cadastral (Code Serinfo) :

Localisation actuelle du bien par rapport au P.E.B. : Zone B/ C/ D/ Hors zone (*)

Demande à bénéficier d'une mesure des niveaux sonores induits à mon immeuble bâti exclusivement par le trafic aérien civil et commercial en provenance et à destination de « Liège Airport » / « Brussels South Charleroi Airport », selon les conditions de mesurage énumérées par l'article 1^{er}bis, § 3, alinéa 3 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit et ses arrêtés d'exécution, que j'accepte sans réserves.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 portant exécution de l'article 1^{er}bis, § 3, alinéas 2 à 4, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2003 — 1357

[C - 2003/27187]

**27. FEBRUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Ausführung des Artikels 1bis, § 3, Absätze 2 bis 4 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Absatzes 4 des § 3 des Artikels 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

Aufgrund des Rahmenübereinkommens vom 20. Juli 2000 bezüglich der Bedingungen für die Entwicklung der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen;

Aufgrund des am 11. Juli 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Juli 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 4. Dezember 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, abgeändert durch die Gesetze vom 4. August 1996, vom 8. September 1997 und vom 25. Mai 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, dass es der Regierung zukommt, das Dekret vom 25. Oktober 2001 zur Abänderung des Artikels 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung auszuführen;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck angebracht ist, technische und finanzielle Bedingungen zu verabschieden, nach denen der Gleichheitsgrundsatz zugunsten der von den oben erwähnten Bestimmungen des Dekrets vom 1. April 1999 betroffenen Personen durchgeführt wird,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Bestimmungen:

1. Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört;
2. Einrichtung: die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. November 2001 über die Ausübung von spezifischen, der "Société wallonne des Aéroports (SOWAER)" (Wallonische Flughafengesellschaft) anvertrauten abgeordneten Aufgaben, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. November 2002, bezeichnete "Société wallonne des Aéroports" (Wallonische Flughafengesellschaft);
3. Statistische Sektoren: die statistischen Sektoren, auch Viertel genannt, so wie sie von dem Nationalen Statistischen Institut abgegrenzt werden. Jede Person, die Inhaber eines dinglichen oder personenbezogenen Rechts bezüglich eines in der Nähe eines unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafens gelegenen Immobilienguts ist und die vorbehaltlich der Anerkennung der Zugehörigkeit durch Gleichstellung dieses Guts zu einer Zone des Lärmbelastungsplans die Anwendung einer auf dem Artikel 1bis, § 3, Absatz 1 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung beruhenden Regelung beanspruchen kann, kann beantragen, in den Genuss der Anwendung des Absatzes 2 desselben Paragraphen zu kommen.

Art. 2 - § 1. Durch Anwendung des Artikels 1bis, § 3, Absatz 3, 10° des Gesetzes vom 18. Juli 1973 wird dem Antragsteller die Unentgeltlichkeit der individuellen Messung in der Annahme gewährt, dass die Messung der in dem durch die Unterteilung des statistischen Sektors, in dem sich sein Gebäude befindet, bestimmten Viertel gemessenen Schallpegel mindestens viermal eine Überschreitung des folgenden Schallpegels aufweist: 69 dB (A) Ldn, wenn das Gebäude in der Zone B liegt; 64 dB (A) Ldn, wenn das Gebäude in der Zone C liegt; 59 dB (A) Ldn, wenn das Gebäude in der Zone D liegt; 54 dB (A) Ldn, wenn das Gebäude nicht in einer Zone des Lärmbelastungsplans liegt.

§ 2. Gemäß der Bestimmung des Artikels 1bis, § 3, Absatz 3, 10° des Gesetzes vom 18. Juli 1973 lässt die Einrichtung im Jahr der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses oder im Jahr des Inkrafttretens der Erlasse zur Abgrenzung der Zonen des Lärmbelastungsplans, wenn diese am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses noch nicht in Kraft getreten sind, Schallpegelmessungen für jedes durch die Unterteilungen des statistischen Sektors bestimmte Viertel, das entsprechend dem anwendbaren Lärmbelastungsplan zwischen den lärmbelastenden Flächen Ldn 70 dB (A) und 68 dB (A) in der Zone B, 65 dB (A) und 63 dB (A) in der Zone C, 60 dB (A) und 58 dB (A) in der Zone D und 55 dB (A) und 53 dB (A) liegt, vornehmen.

Nach Ablauf einer jeden Dreijahresperiode ab dem Datum der letzten, in der jeweiligen Zone durchgeführten Messungen lässt die Einrichtung neue Messungen vornehmen.

Diese Messungen werden von einer gemäß dem Königlichen Erlass vom 2. April 1974 über die Bedingungen und Modalitäten für die Zulassung der im Rahmen der Lärmbekämpfung mit dem Test und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen beauftragten Laboratorien und Einrichtungen zu diesem Zweck zugelassenen Einrichtung durchgeführt.

§ 3. Auf der Grundlage der Ergebnisse dieser Messungen stellt die Einrichtung eine Liste der Orte und Viertel auf, für die die Schallpegelmessungen angeben, dass sich der Anspruch auf die Unentgeltlichkeit der in § 3, Absätze 2 und 3 desselben Gesetzes vorgesehenen individuellen Messung prima facie als gerechtfertigt erweist.

Diese Liste und die Messungen können bei der Einrichtung eingesehen werden.

Art. 3 - § 1. Der Antragsteller richtet seinen auf dem Artikel 1bis, § 3, Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 beruhenden Antrag per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post mittels eines Formulars entsprechend dem der Anlage des vorliegenden Erlasses beigefügten Muster an die Einrichtung.

§ 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Datum der Empfangsbescheinigung des Antrags stellt die Einrichtung dem Antragsteller per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post ihren Beschluss bezüglich der Zulässigkeit des Antrags auf die Erlangung des Vorteils der Anwendung des Artikels 1bis, § 3, Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzes zu.

Falls der Antrag zulässig ist, wird in dem Beschluss von dessen Annahme auf der Grundlage der von der Einrichtung vorher durchgeführten und in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Messungen angegeben, ob die mit dem Verfahren der individuellen Messung verbundenen Kosten der Regierung oder, im Gegenteil, dem Antragsteller selbst zu Lasten fallen.

§ 3. In Ermangelung eines Beschlusses seitens der Einrichtung innerhalb derselben Frist kann der Antragsteller den in Artikel 5 vorgesehenen Einspruch einreichen.

Art. 4 - § 1. Der Antragsteller kann bei dem Minister per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einen begründeten Einspruch einreichen. Dieser bezieht sich allein auf den Beschluss der Unzulässigkeit des Antrags auf die Erlangung des Vorteils der Anwendung des Artikels 1bis, § 3, Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 und nicht auf die Tatsache, dass die mit dem Verfahren der individuellen Messung verbundenen Kosten nicht unentgeltlich sind.

Der Einspruch wird:

- innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Beschlusses der vollständigen oder teilweisen, in Artikel 4, § 2 erwähnten Zurückweisung;

- in Ermangelung eines Beschlusses seitens der Einrichtung innerhalb von dreißig Tagen nach Ablauf der in Artikel 4, § 2 vorgesehenen Frist eingereicht.

§ 2. Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs stellt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss zu.

In Ermangelung dessen kann der Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen per Einschreiben bei der Post ein Erinnerungsschreiben an den Minister richten.

Art. 5 - § 1. Falls der Antrag zulässig ist, lässt die Einrichtung die individuelle Messung gemäß Artikel 1bis, § 3, Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 von einer laut dem Königlichen Erlass vom 2. April 1974 zu diesem Zweck zugelassenen Gesellschaft durchführen.

Falls die Kosten der individuellen Messung zu Lasten der Regierung fallen, wird die besagte Messung innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab der in Artikel 4, § 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Zustellung vorgenommen.

§ 2. Wenn der Antragsteller die Unentgeltlichkeit der individuellen Messung nicht in Anspruch nehmen kann, wird er aufgefordert, der Einrichtung den Vorschuss der zur Durchführung der besagten Messung notwendigen Kosten zu überweisen. Die Messung wird innerhalb einer Frist von sechs Monaten durchgeführt, nachdem die Einrichtung die Zahlung dieser Kosten erhalten hat.

Art. 6 - § 1. In dem in Artikel 1bis, § 3, Absatz 3, 6° des Gesetzes vom 18. Juli 1973 erwähnten Bericht, der auf das Verfahren zur Messung der vom zivilen und gewerblichen Flugverkehr aus oder nach den unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ausgelösten Schallpegel folgt, werden folgende Auskünfte angegeben:

- die vollständigen Daten der zugelassenen Gesellschaft, die die Lärmmessung durchgeführt hat;
- gegebenenfalls die Abschrift der durch den Königlichen Erlass vom 2. April 1974 festgelegten Zulassungsbescheinigung dieser Gesellschaft;
- Name und Vorname der für die Lärmmessung verantwortlichen Person;
- Name des Verfassers des Messberichts;
- Daten, Uhrzeit und Dauer der Messung;
- die Lokalisierung der Messung (genaue Anschrift);
- die Fotografie der Messvorrichtung;
- die vollständige Beschreibung des benutzten Messgerätenetzes;
- die gemessenen Größen;
- die erzielten Ergebnisse. Diese Ergebnisse werden in der Form von Tabellen in Zeitabschnitten von 24 Stunden in einem fort, von 22Uhr00 bis 22Uhr00, erstellt. Die gemessenen Schallpegel werden mit den von dem Flughafen übermittelten Flugplänen (CR 1) in Zusammenhang gebracht. Die akustischen Begebenheiten in Verbindung mit dem

Vorüberfliegen von Luftfahrzeugen werden ab der zeitlichen Entwicklung der alle Sekunden $L_{Aeq}(1s)$ gemessenen elementaren Schallpegel identifiziert. Diese akustischen Begebenheiten werden in Betracht gezogen, sobald der von ihnen verursachte Schallpegel sich von dem umgebenden Grundgeräusch abhebt und bis dieses ihn wieder in sich aufnimmt;

- der Wert des Lärmindezes L_{dn}, der laut des Dekrets der Wallonischen Region vom 1. April 1999 auf der Grundlage der Identifizierung der Durchflüge von Luftfahrzeugen durchgehend für einen Zeitraum von mindestens vierzehn aufeinanderfolgenden Tagen mit gewöhnlichem Flugbetrieb unter Miteinschließung mindestens eines Wochenendes und unter Vorbehalt einer Aussetzung im Falle ungünstiger Wetterverhältnisse simuliert wird;
- der Wert des Lärmindezes L_{dn}, der für den Messpunkt in der Perspektive 2020 entsprechend den gleichen Abläufen wie diejenigen, die für die Bestimmung der Zonen des Lärmbelastungsplans der regionalen Flughäfen in Betracht gezogen werden, berechnet wird.

Art. 7 - Wenn aufgrund des Artikels 1*bis*, § 3, Absatz 3, 8° des Gesetzes vom 18. Juli 1973 in dem Messbericht angegeben wird, dass der Anlass besteht, den zweiten Absatz des vorerwähnten Artikels anzuwenden, schlägt die Regierung unter Berücksichtigung der Zone des Lärmbelastungsplans, zu der das Gebäude gezählt wird, dem Antragsteller eine der folgenden Maßnahmen vor:

- den Erwerb im freihändigen Verfahren des zu der Zone A zählenden Gebäudes durch die Einrichtung;
- die Zuteilung gemäß dem von der Wallonischen Regierung vorgesehenen Verfahren einer Umzugsprämie in Höhe von 3.718,4 EURO an den Antragsteller, der Inhaber eines Hauptwohnsitzmietvertrags bezüglich einer zu der Zone A zählenden Wohnung ist;
- die Gewährung gemäß dem von der Wallonischen Regierung vorgesehenen Verfahren einer Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung, die durch die Notwendigkeit der Einstellung oder Aussiedlung der vor Beginn der Entwicklung des Flugbetriebs von den Personen, deren Berufs- oder Geschäftsräume zu der Zone A zählen, ausgeübten beruflichen Tätigkeiten verursacht wird;
- die Gewährung gemäß dem von der Wallonischen Regierung vorgesehenen Verfahren einer Beihilfe im Hinblick auf die Förderung der Einrichtung in den zu der Zone A des Flughafens von Charleroi-Brüssel Süd zählenden bebauten Immobiliengütern von Vorrichtungen, die zur Verringerung des von dem Flugbetrieb verursachten Lärms, zu dessen Dämpfung oder zur Abhilfe von dessen Nachteilen bestimmt sind;
- die Gewährung gemäß dem von der Wallonischen Regierung vorgesehenen Verfahren, in dem die Begleitmaßnahmen bezüglich der in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen gelegenen Wohngebäude festgelegt werden, oder gemäß dem von der Wallonischen Regierung zu verabschiedenden Verfahren im Hinblick auf die Organisation von Begleitmaßnahmen bezüglich der in den Zonen C und D des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen gelegenen Wohngebäude, einer Beihilfe zur Förderung der Einrichtung in den in der Zone B, C oder D gelegenen Gebäude, von Vorrichtungen, die zur Verringerung des von dem Flugbetrieb verursachten Lärms, zu dessen Dämpfung oder zur Abhilfe von dessen Nachteilen bestimmt sind.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt vier Monate ab den folgenden Daten in Kraft:

- ab dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* für die Zone des Lärmbelastungsplans, in der sich der Antragsteller befindet, wenn die Abgrenzung dieser Zone vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Kraft getreten ist;
- ab dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone des Lärmbelastungsplans, in der sich der Antragsteller befindet, wenn diese Zone am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses noch nicht abgegrenzt wurde;
- ab dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der Zone D des Lärmbelastungsplans des betreffenden Flughafens, falls der Antragsteller sich außerhalb einer der Zonen des Lärmbelastungsplans befindet.

Namur, den 27. Februar 2003.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage

Antragsformular zur Messung der Schallpegel, denen das in der Nähe eines Flughafens der Wallonischen Region gelegene Gebäude ausgesetzt ist

Ich Unterzeichnete(r),

Herr/Frau:

Wohnhaft in: Straße/Avenue/Boulevard(*)
Postleitzahl

Nr.
Gemeinde

Telefonnummer:

Inhaber eines dinglichen oder personenbezogenen Rechts auf ein Gebäude gelegen in:

Straße/Avenue/Boulevard(*) Nr.
Postleitzahl Gemeinde

Katastrnummer (SERINFO-Code):

Gegenwärtiger Standort des Gutes im Verhältnis zum Lärmbelastungsplan der regionalen Flughäfen:
Zone B/C/D/Außerhalb der Zone (*)

Beantrage hiermit, eine Messung der vom zivilen und gewerblichen Flugverkehr aus oder nach "Liège Airport"/"Brussels South Charleroi Airport" ausgelösten Schallpegel gemäß den in Artikel 1*bis*, § 3, Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung und in dessen Durchführungserlassen angeführten Messbedingungen, die ich ohne Vorbehalt akzeptiere, in Anspruch nehmen zu können.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Ausführung des Artikels *1bis*, § 3, Absätze 2 bis 4 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung als Anlage beigefügt zu werden.
Namur, den 27. Februar 2003.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2003 — 1357

[C — 2003/27187]

27 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel *1bis*, § 3, tweede lid tot en met vierde lid, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder

De Waalse Regering,

Gelet op het vierde lid van § 3 van artikel *1bis* van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

Gelet op de raamovereenkomst van 20 juli 2000 over de voorwaarden voor de ontwikkeling van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juli 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 4 december 2002 krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1996, 8 september 1997 en 25 mei 1999;

Overwegende dat de Regering belast is met de uitvoering van het decreet van 25 oktober 2001 tot wijziging van artikel *1bis* van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

Overwegende dat het daartoe aangewezen is de technische en financiële voorwaarden te bepalen op grond waarvan het gelijkheidsbeginsel toegepast zal worden op de personen bedoeld in de bovenvermelde bepalingen van het decreet van 1 april 1999,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Minister : de Minister bevoegd voor het beheer van luchthavens;
2. instelling : de "Société wallonne des Aéroports" (Waalse Maatschappij voor Luchthavens), zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 november 2002;
3. statistische sectoren : de statistische sectoren, ook wijken genoemd, zoals afgebakend door het Nationaal Instituut voor de Statistiek.

Art. 2. Iedere persoon die een zakelijk of persoonlijk recht bezit op een onroerend goed dat gelegen is in de omgeving van een onder het Waalse Gewest ressorterende luchthaven en die, mits erkenning dat dit goed door gelijkstelling tot een zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder behoort, om de toepassing van een stelsel kan verzoeken dat op artikel *1bis*, § 3, eerste lid, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder berust, kan vragen om voor de toepassing van het tweede lid van dezelfde paragraaf in aanmerking te komen.

Art. 3. § 1. In uitvoering van artikel *1bis*, § 3, derde lid, 10°, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, komt de aanvrager in aanmerking voor een kosteloze individuele opmeting indien uit de opmetingen van de geluidshinder in de wijk begrensd door het onderdeel van de statistische sector waarin zijn gebouw gelegen is, minstens vier keer blijkt dat volgend geluidsniveau overschreden is : 69 dB (A) Ldn indien het gebouw in een zone B gelegen is; 64 dB(A) Ldn indien het gebouw in een zone C gelegen is, 59 dB (A) Ldn indien het gebouw in een zone D gelegen is; 54 dB (A) indien het gebouw niet in een zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder gelegen is.

§ 2. Binnen het jaar van bekendmaking van dit besluit of binnen het jaar van inwerkingtreding van de besluiten tot afbakening van de zones van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder, wanneer ze op de datum van bekendmaking van dit besluit nog niet in werking zijn getreden laat de instelling, overeenkomstig de bepaling van artikel *1bis*, § 3, eerste lid, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, geluidsmetingen uitvoeren per wijk begrensd door de onderdelen van de statistische sectoren, die volgens het geldende plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder, geluidsbelastingen tussen Ldn 70 dB (A) en 68 dB (A) in een zone B, 65 dB (A) en 63 dB (A) in een zone C, 60 dB (A) en 58 dB (A) in een zone D en 55 dB (A) en 53 dB (A) bedragen.

Na het verstrijken van iedere driejarige periode vanaf de datum van de laatste opmetingen die in de betrokken zone verricht zijn, laat de instelling nieuwe opmetingen uitvoeren.

Deze opmetingen worden uitgevoerd door een daartoe erkende instelling krachtens het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en lichamen die, in het kader van de bestrijding van de geluidshinder, belast zijn met het beproeven van en de controle op apparaten en inrichtingen.

§ 3. Op grond van het resultaat van deze opmetingen stelt de instelling de lijst op van de plaatsen en wijken waarvoor de opmetingen van de geluidsniveaus erop wijzen dat de aanspraak op de kosteloze individuele opmeting bedoeld in § 3, tweede en derde lid van dezelfde wet, prima facie gegrond blijkt.

Deze lijst en de opmetingen liggen ter inzage bij de instelling.

Art. 4. § 1. De aanvraag die op artikel *1bis*, § 3, tweede lid, van de wet van 18 juli 1973 berust, wordt door de aanvrager bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de instelling gestuurd door middel van een formulier en volgens het bij dit besluit gevoegde model.

§ 2. Binnen vijftien dagen vanaf de datum van het ontvangbewijs van de aanvraag, deelt de instelling de aanvrager haar beslissing bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs mede, over de ontvankelijkheid van de aanvraag om voor de toepassing van artikel 1bis, § 3, tweede lid, van bovenvermelde wet in aanmerking te komen.

Wanneer de aanvraag ontvankelijk is, wordt in de gunstige beslissing hieromtrent vermeld, op grond van de vooraf door de instelling verrichte opmetingen en zoals bedoeld in artikel 3 van dit besluit, of de kosten verbonden aan de procedure voor de individuele opmeting voor rekening van de Regering zijn of integendeel van de aanvrager zelf.

§ 3. Indien de instelling, binnen dezelfde termijn, geen beslissing neemt, kan de aanvrager het in artikel 5 bedoelde beroep instellen.

Art. 5. § 1. De aanvrager kan bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs, een met redenen omkleed beroep bij de Minister instellen. Dit beroep heeft alleen betrekking op de beslissing over de onontvankelijkheid van de aanvraag om voor de toepassing van artikel 1bis, § 3, tweede lid, van de wet van 18 juli 1973 in aanmerking te komen, en niet op de betaling van de kosten met betrekking tot de procedure van individuele opmeting.

Het beroep wordt ingesteld :

- binnen dertig dagen na ontvangst van de in artikel 4, § 2, bedoelde beslissing omtrent de volledige of gedeeltelijke onontvankelijkheid;

- binnen dertig dagen na het verstrijken van de in artikel 4, § 2, bepaalde termijn, indien de instelling geen beslissing neemt.

§ 2. Binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep deelt de Minister de aanvrager zijn beslissing mede.

Bij gebreke hiervan kan de aanvrager binnen vijftien dagen een aangetekende rappelbrief met ontvangbewijs aan de Minister verzenden.

Art. 6. § 1. Wanneer de aanvraag ontvankelijk is, laat de instelling de individuele opmeting uitvoeren overeenkomstig artikel 1bis, § 3, tweede lid, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, door één van de daartoe erkende maatschappijen krachtens het koninklijk besluit van 2 april 1974.

Indien de kosten van de individuele opmeting voor rekening van de Regering zijn, wordt deze opmeting binnen zes maanden vanaf de in artikel 4, § 2, van dit besluit bepaalde mededeling verricht.

§ 2. Indien de aanvrager niet in aanmerking kan komen voor een kosteloze individuele opmeting, wordt hij erom verzocht het voorschot van de kosten nodig voor de uitvoering van de procedure, aan de instelling te storten. Deze opmeting wordt binnen zes maanden vanaf de ontvangst door de instelling van de betaling van deze kosten.

Art. 7. § 1. In het verslag waarvan sprake in artikel 1bis, § 3, derde lid, 6°, van de wet van 18 juli 1973, na afloop van de procedure van opmeting van de geluidsniveaus die veroorzaakt worden op een al dan niet bebouwd onroerend goed door het burgerlijk en commercieel luchtverkeer uit en naar luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, worden volgende gegevens vermeld :

- adres en verdere gegevens van de erkende maatschappij die de geluidsopmetingen heeft verricht;
- in voorkomend geval, afschrift van het erkenningsattest van deze maatschappij, zoals vastgelegd bij het koninklijk besluit van 2 april 1974;
- naam en voornaam van de persoon die voor de geluidsopmetingen verantwoordelijk is;
- naam van de persoon die het meetverslag opstelt;
- datum, uur en duur van de opmeting;
- plaats waar de opmeting wordt verricht (duidelijk adres);
- foto van de inrichting voor de opmeting;
- volledige omschrijving van de meetapparatuur;
- gemeten waarden;
- verkregen resultaten. Deze resultaten worden per periode van 24 opeenvolgende uren, van 22.00 uur tot en met 22.00 uur, in tabellen weergegeven. De opgemeten geluidsniveaus worden in verband gebracht met de gegevens van de vluchtplannen (CR 1) die door de betrokken luchthavens worden verstrekt. De geluidsgebeurtenissen die betrekking hebben op de overvlucht van luchtvaartuigen worden geïdentificeerd vanuit de ontwikkeling in de tijd van de elementaire geluidsniveaus die elke seconde worden opgemeten L_{aeg} (1s). Bedoelde geluidsgebeurtenissen worden in rekening gebracht zodra het geluidsniveau die ze teweegbrengen boven de achtergrondruis uitstijgt en tot op het ogenblik waarop bedoeld niveau daar weer deel van uitmaakt.
- de waarde van de indicator Ldn berekend overeenkomstig het decreet van het Waalse Gewest van 1 april 1999, op grond van de identificatie van overvluchten per periode van 24 uur, van 22.00 uur tot en met 22.00 uur continu voor een periode van minstens veertien opeenvolgende dagen van gewone luchthavenactiviteit, met inbegrip van minstens één weekeinde, en onder voorbehoud van opschorting in geval van ongunstige weersomstandigheden;
- de vermoedelijke waarde van de indicator Ldn, voor het meetpunt, in het kader van horizon 2020, volgens dezelfde vooropstellingen als voor de afbakening van de zones van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder.

Art. 8. Indien het meetverslag krachtens artikel 1bis, § 3, derde lid, 8°, van de wet van 18 juli 1973 erop wijst dat het tweede lid van bovenvermeld artikel toegepast moet worden, stelt de Regering de aanvrager, naar gelang de zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder waarin het gebouw geacht wordt gelegen te zijn, één van volgende maatregelen voor :

- de aankoop uit de hand, door de instelling, van het gebouw dat in zone A geacht wordt gelegen te zijn;
- de toekenning volgens de door de Waalse Regering bepaalde procedure van een verhuispremie voor een bedrag van 3.718,4 EUR aan de aanvrager die een huurovereenkomst voor een hoofverblijfplaats bezit m.b.t. een woning die geacht wordt in zone A gelegen te zijn;
- de toekenning, volgens de door de Waalse Regering bepaalde procedure, van een vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring die voortspuit uit de noodzaak om een andere vestigingsplaats te vinden voor de beroepsactiviteiten die vóór aanvang van de luchthavenbedrijvigheid uitgeoefend werden door de personen waarvan de beroeps- of handelslokalen in zone A gelegen zijn, of om deze beroepsactiviteiten te stoppen;

- de toekenning, volgens de door de Waalse Regering bepaalde procedure, van een tegemoetkoming om de plaatsing van geluidsvermindering-, geluidsabsorptieinrichtingen en inrichtingen voor het verhelpen van de nadelen van de door de luchthavenactiviteit veroorzaakte geluidshinder in bebouwde onroerende goederen die geacht worden in zone A gelegen te zijn;

- de toekenning, volgens de door de Waalse Regering bepaalde procedure tot vaststelling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens of volgens de door de Waalse Regering aan te nemen procedure om de begeleidingsmaatregelen te regelen voor de woongebouwen gelegen in de zones C en D van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, van een tegemoetkoming om de plaatsing van geluidsvermindering-, geluidsabsorptieinrichtingen en inrichtingen voor het verhelpen van de nadelen van de door de luchthavenactiviteit veroorzaakte geluidshinder in bebouwde onroerende goederen die geacht worden in zone B, C of D gelegen te zijn.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking vier maanden vanaf :

- de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt voor de zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder waarin de aanvrager gevestigd is, wanneer de afbakening van deze zone vóór de inwerkingtreding van dit besluit van kracht is geworden;

- de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder waarin de aanvrager gevestigd is, wanneer deze zone nog niet afgebakend is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

- de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van zone D van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de betrokken luchthaven indien de aanvrager buiten één van de zones van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder gevestigd is.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

Bijlage

Formulier voor de aanvraag om de opmeting van geluidsniveaus
waaraan een in de omgeving van een luchthaven van het Waalse Gewest gelegen gebouw blootgesteld is

Ondegetekende,

De heer/Mevrouw :

Woonachtig : Straat/laan (*)
 Postcode

Nr.
Gemeente

Telefoonnummer :

Houder van een zakelijk of persoonlijk recht op een gebouw gelegen :

Straat/laan (*) Nr.
 Postcode

Gemeente

Kadastraal nummer (Serinfo code) :

Huidige ligging van het goed in verband met het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder : zone B/C/D/buiten de zone (*)

Vraagt om in aanmerking te komen voor de opmeting van de geluidsniveaus die veroorzaakt worden op mijn bebouwd onroerend goed uitsluitend door het burgerlijk en commercieel luchtverkeer uit en naar « Luik - Airport » / « Brussels South Charleroi Airport », volgens de opmetingsvoorwaarden, zoals bepaald in artikel 1bis, § 3, derde lid van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder en de uitvoeringsbesluiten ervan, die ik volledig aanvaard.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot uitvoering van artikel 1bis, § 3, tweede lid tot en met vierde lid, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA